



TOULÉCO

Premier quotidien de l'économie toulousaine

Dimanche 19 mars 2017

Grève du personnel d'entretien de la Cité administrative de Toulouse

Les personnels d'entretien de la cité administrative sont en grève en raison de leurs conditions de travail. Selon les syndicats CGT et FO, à l'occasion de l'attribution du nouveau marché au groupe ISS, ils sont aujourd'hui douze à quatorze agents au lieu de dix-neuf. Ainsi une salariée se retrouve avec quarante-cinq à cinquante bureaux plus trois blocs toilettes à traiter en 3 heures pour 600 euros par mois.

Toujours selon la CGT et FO, jusqu'en 2006, pour le même marché, trente-trois salariés étaient présents. Deux rassemblements ont eu lieu, dont un le 16 mars afin d'exiger du Préfet et de nos directions, l'ouverture d'une négociation avec tous les représentants des CHSCT des services. Enfin dans le même temps, une première rencontre avec le Secrétaire Général de la Préfecture a eu lieu. En attendant une issue à ce conflit, les salariés ont voté la poursuite de la grève.



Dimanche 19 mars 2017

Toulouse : les personnels d'entretien de la Cité Administrative en grève



Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Le nouveau prestataire chargé de l'entretien des bureaux emploie moins de main d'oeuvre qu'avant. Résultat, chaque femme ou homme de ménage doit nettoyer 150 bureaux et une vingtaine de toilettes en moins de quatre heures, pour 700 euros mensuels.

La Cité Administrative de Toulouse, à Compans-Caffarelli, regroupe le centre des Finances Publiques, mais aussi l'Inspection Académique, l'Inspection du Travail et diverses directions départementales dépendant de la Préfecture (les pénitentiaires, l'agriculture, etc). En tout, plus de mille agents se répartissent dans les bureaux des sept bâtiments hauts de cinq étages en moyenne. C'est l'Etat qui, tous les trois ans fait un appel d'offres pour employer une société de nettoyage. Au 1er janvier, c'est le géant danois des services ISS qui a été choisi. Mais tous les agents n'ont pas été conservés : sur 19 travailleurs, ils ne sont plus que 12 à assumer l'entretien de la Cité chaque soir. Et la surface à entretenir, elle, n'a pas réduit. Ils sont en grève depuis le 10 mars.

Trois étages au lieu de deux avant

« On n'a pas de pause. J'ai 52 ans, je suis trois fois grand-père et on me demande de vider les corbeilles de trois bâtiments sur quatre étage, en quatre heures. Je ne faisais que les rez-de-chaussée avant. » — Mohamed

Parmi les 12 agents d'entretien, certains ont 15 à 20 ans d'ancienneté à la Cité car dans le nettoyage, même lorsque le prestataire change, les agents restent. Henrietta, Sicile, Martine, Mohamed et les autres sont pour la majorité de nationalité française mais tous sont d'origine africaine, maghrébine ou asiatique. Et la moyenne d'âge atteint largement la cinquantaine. L'une des dames a même plus de 60 ans. Chaque soir, du lundi au vendredi, ils viennent de 17 heures à 21 heures. Un contrat de 20 heures hebdomadaires payées entre 650 et un peu plus de 700 euros nets mensuels. C'est pour la plupart leur seul emploi.

« Je nettoie désormais 150 bureaux tous les soirs, 19 toilettes et trois douches. Avant le 1er janvier, chaque agent s'occupait de deux étages chacun. Maintenant, c'est trois. Et on nous contrôle ». — Henrietta

L'Etat n'a pas baissé son budget nettoyage

La CGT et FO se sont emparés du dossier et ont été reçus en préfecture jeudi dernier. La préfecture, surprise, a assuré que le budget ménage de l'Etat pour entretenir la Cité n'avait pas baissé. **C'est donc avec la même enveloppe qu'avant que le nouveau prestataire offre des services sensés être les mêmes, mais avec un gros tiers d'agents en moins.** Le groupe ISS a été prié de s'expliquer auprès des services de l'Etat. En attendant, la grève se poursuit. La direction régionale a prévenu que les heures de grève ne seraient pas payées, même si les employés retournaient au travail. Le prestataire a envoyé à la Cité Administrative d'autres contractuels pour assurer le nettoyage pendant la grève. Les syndicats les ont comptés. Ils sont 18.

« On retrouve les mêmes configurations partout dans le nettoyage, notamment à la reprise des chantiers. Les repreneurs essaient de faire des profits, et la rentabilité se fait sur les salariés. » — Xavier Fraile, secrétaire FO nettoyage Haute-Garonne

La société ISS a été contactée ce lundi par France Bleu Toulouse. Elle n'a pas souhaité faire de commentaires.